

M. Starr.) Si nous avons pu maintenir l'économie en marche, ce que nous ferons après les prochaines élections...

M. Pigeon: Vous ne serez pas ici après les prochaines élections.

M. Benidickson: Et ce sera bientôt, nous espérons.

L'hon. M. Pearson: ... nous n'aurions pas eu déficit sur déficit au cours de ces années perdues.

M. Jones: Vous n'avez pas donné davantage aux provinces ni augmenté la pension de vieillesse.

L'hon. M. Pearson: Mes honorables amis font grand état de tout ce qu'ils ont donné aux provinces. Nous allons verser au compte rendu, ce soir, certains chiffres qui vont rectifier l'aperçu que nous a donné le premier ministre. Mes honorables amis parlent de tout l'argent qu'ils ont donné aux provinces, et à quel point celles-ci ont trouvé la chose merveilleuse. Si c'est vrai, pourquoi chaque province est-elle mécontente de ses relations fiscales, à l'heure actuelle, avec le gouvernement fédéral? Qu'est-ce qui ne va pas alors?

M. Benidickson: Y compris l'Ontario.

L'hon. M. Pickersgill: Surtout l'Ontario.

L'hon. M. Pearson: La province qui est peut-être la plus mécontente est l'Ontario, qui devait obtenir 100 millions de dollars du gouvernement actuel en suivant John. Les Ontariens ont suivi John, mais ils l'ont suivi jusqu'au point d'adopter la taxe de vente.

M. Jones: Et que faites-vous de la province de Québec?

L'hon. M. Chevrier: Vous n'avez qu'à jeter un coup d'œil sur le résultat des élections complémentaires.

L'hon. M. Pearson: Toutefois, le premier ministre, faisant fi de notre régression économique ces dernières années, nous a demandé quelles dépenses nous aurions radiées en vue de réduire le déficit. Eh bien! certaines dépenses auraient pu être biffées; certaines économies auraient pu être réalisées. Les dépenses du Canada ont été grossies de combien de millions de dollars à cause de cet intempêtif emprunt de conversion. Voilà des millions qu'on aurait pu épargner. On aurait pu réaliser des économies aussi en abaissant le taux d'intérêt de sorte que nous n'aurions pas à acquitter des montants exorbitants d'intérêt à l'égard de notre dette nationale. On aurait pu en réaliser aussi en ne consacrant pas des centaines de millions de dollars depuis quatre ou cinq ans à des crédits de défense inutiles. Nous aurions pu mener les deux de front: insuffler à notre économie une meilleure allure

ces derniers cinq ans, stimulant ainsi notre production et ajoutant à nos recettes; diminuer les dépenses inutiles découlant de sources comme l'emprunt de conversion.

Le premier ministre s'est étendu longuement sur les programmes partagés, bien qu'il soit difficile de voir comment il peut rattacher le domaine des programmes partagés à celui des allocations et des pensions aux invalides.

Le très hon. M. Diefenbaker: Les provinces n'y contribuent-elles pas?

L'hon. M. Pearson: Cependant, le très honorable représentant a soulevé la question; aussi, je me propose donc d'en traiter, étant donné surtout qu'il m'a défié de répondre à certaines questions. Je suis très heureux d'avoir l'occasion de le faire.

Une voix: Quand?

L'hon. M. Pearson: Tout de suite. Mon temps de parole est illimité et j'ai l'intention d'en profiter, même si je devais retarder la date des élections de quelques heures. C'est un risque que je dois prendre, monsieur le président. Cependant, avant que nous abordions cette question des programmes partagés, il me semble que le premier ministre avait quelque chose à dire au sujet du niveau qu'il fallait atteindre en ce qui concerne un programme de pensions et d'allocations. Il a parlé de nos contributions mesquines par le passé. Il le fait chaque fois qu'il parle de sécurité sociale. Il ne peut pas oublier que...

Une voix: Vous non plus.

L'hon. M. Pearson: Je tiens à donner un petit conseil amical au premier ministre, car il en aura grandement besoin au cours des prochaines semaines. Je conseille au premier ministre, comme cela convient au chef du gouvernement d'un grand pays, de regarder en avant, de regarder l'avenir et de présenter des propositions qui aideraient notre pays à régler certains problèmes auxquels nous faisons face—de donner aux Canadiens au moins l'impression qu'il comprend ces problèmes. C'est amusant, c'est divertissant et cela crée une atmosphère de gaieté à la Chambre des communes lorsque le premier ministre prononce un discours comme celui de cet après-midi, mais cela ne contribue en rien à résoudre les problèmes auxquels nous avons à faire face. Lorsqu'il reprendra la parole, le premier ministre pourrait peut-être nous parler de ces problèmes et nous dire ce que son gouvernement compte faire pour y remédier, au lieu de tant se préoccuper des élections de 1957 et de 1958. Les Canadiens s'intéressent beaucoup plus aux élections de 1962 et au programme que le gouvernement va présenter en vue de résoudre les problèmes qui se posent